



Communiqué

Snetap-FSU, Sfoerta-FO, Syac-CGT et SUD Rural appellent les personnels de l'EAP à s'associer à la journée d'action du second degré le 18 mars 2008

Les actions menées par les personnels de l'Enseignement Agricole Public au dernier trimestre de l'année 2007 à l'appel de l'intersyndicale ont permis d'obtenir de premiers résultats, avec l'annonce du maintien des classes de 4^e et de 3^e et le report de la mise en œuvre du Bac Pro en 3 ans à la rentrée 2009. Elles ont également permis le rétablissement de moyens initialement supprimés, annoncé par le Ministre lors de l'audience du 15 février 2008. **Ces moyens rétablis atténuent la baisse de la DGH, ramenée en moyenne de -3% à -1%, mais l'évolution de celle-ci reste négative et se traduira à la prochaine rentrée par de nouvelles fermetures de classes ainsi que par des suppressions d'emplois, qui frapperont en particulier les personnels administratifs.**

Chacun doit être conscient que les attaques contre les services publics, et notamment contre le service public d'éducation, vont se poursuivre et même s'accélérer dans le cadre de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP), qui vise à supprimer 150 000 emplois de fonctionnaires d'ici 2012, dont 80 000 dans le seul système éducatif.

La réforme de l'enseignement professionnel, avec la généralisation du Bac Pro en 3 ans que le gouvernement entend substituer à l'actuel cursus en 4 ans, et la réflexion entamée par la commission Pochard sur l'évolution de la condition enseignante – qui doit inspirer les décisions ministérielles à l'Education Nationale – sont d'autres leviers utilisés par le gouvernement pour faire des économies et remettre en cause l'organisation actuelle du service public d'éducation et les statuts de ses personnels.

Malgré l'opposition quasi unanime des différents acteurs de l'enseignement agricole, exprimée de façon répétée dans les instances et les groupes de travail, **la DGER veut également imposer le Bac Pro en 3 ans et supprimer à terme les classes de BEPA**, au mépris de l'intérêt des élèves les plus en difficulté. Si le projet de la DGER est mis en œuvre, **les formations de BEPA vont disparaître en 2 ou 3 années à partir de la rentrée 2009**. Et si dans le cadre du cursus Bac Pro en 3 ans, il est prévu que les élèves puissent obtenir un diplôme de niveau V (BEPA) à la fin de la classe de Première Bac Pro, **du côté de la DGER, personne ne semble prendre en compte les élèves qui auront des difficultés en Seconde professionnelle et qui n'accéderont pas à la Première Bac Pro. Aucun diplôme n'est apparemment prévu pour ces élèves, qui iront grossir les rangs des sorties sans qualification.**

En ce qui concerne l'évolution de la condition enseignante, on peut également s'attendre à une **transposition rapide des mesures** qui seront adoptées par l'Education Nationale (*Xavier Darcos les annonce pour la fin du printemps*) à l'**Enseignement Agricole**, surtout si elles permettent à la DGER de faire des économies supplémentaires et de remettre en cause les garanties assurées par les actuels statuts.

Pour ces différentes raisons, l'intersyndicale Snetap-FSU / Sfoerta-FO / Syac-CGT / SUD Rural, appelle les personnels de l'Enseignement Agricole Public à s'associer à la journée d'action des personnels du second degré de l'Education Nationale le 18 mars 2008, selon les modalités suivantes :

- **Participation à une Assemblée Générale unitaire dans chaque établissement le mardi 18 mars** en utilisant un regroupement d'heures mensuelles d'information syndicale (*possibilité de regrouper jusqu'à 4 heures, en application de la circulaire ministérielle sur les droits syndicaux du 20 avril 1999*) ;

Cette AG sera l'occasion de faire une information et d'ouvrir un débat sur les points suivants :

- **Moyens** (*informations données par le ministre lors de l'audience du 15 février, complétées par celles du CTPC-DGER du 28 février*) **et structures** (*informations nationales sur les formations à enjeu particulier et informations connues au niveau local, émanant des CTPR et des CREA ou de l'administration de l'établissement*),
- **Bac pro en 3 ans** et revendications de l'intersyndicale,
- Grandes orientations du **rapport Pochard sur l'évolution de la condition enseignante**.

Elle permettra également aux personnels de débattre des perspectives d'action.

- **Participation aux manifestations des personnels du second degré organisées dans les départements, avec les collègues de l'Education Nationale :**
 - Pour l'emploi public dans l'éducation, contre les suppressions de postes et le recours massif aux heures supplémentaires,
 - Pour une revalorisation des métiers (enseignants et non enseignants) respectueuse des statuts,
 - Pour une consolidation des trois voies de formation en lycée (générale, technologique et professionnelle) et contre la généralisation du Bac Pro en 3 ans.

Afin de permettre aux personnels de l'EAP qui souhaiteraient avoir recours à la grève d'être couverts, l'intersyndicale déposera un préavis de grève pour le 18 mars auprès du ministère de l'Agriculture et de la Pêche.

L'intersyndicale Snetap-FSU / Sfoerta-FO / Syac-CGT / SUD Rural appelle les personnels à participer massivement aux Assemblées Générales d'établissement ainsi qu'aux manifestations organisées dans les départements afin d'assurer la réussite de cette journée d'action pour la défense du service public d'éducation, de ses élèves et de ses personnels.

Paris, le 10 mars 2008

NB : Des représentants de l'intersyndicale de l'EAP participeront à la conférence de presse de l'intersyndicale de l'enseignement professionnel prévue le jeudi 13 mars à 11h00 à la Bourse du Travail à Paris, dans le cadre de la semaine d'action initiée par les syndicats de l'Education Nationale.